

Le Travailleur du Verre & de la Céramique

Le journal des syndiqué·e·s

On s'ORGANISE !

↓
Rassemblement sur
le Parvis de La Défense

↓
Meeting à 13h00
avec Sophie Binet

...
Assises de la
formation pro,
Réunion OI,
Harcèlement
...

Sifflets, drapeaux, slogans
Prêt·e·s pour la rentrée sociale !



FÉDÉRATION
**VERRE &
CÉRAMIQUE**

NUMERO 149 - SEPTEMBRE 2023



Les Assises de la Formation Pro

Retour sur les assises de la formation professionnelle organisées par 5 Fédérations CGT avec la participation de la Confédération du 28 et 29 juin 2023.

Dans les documents que vous pourrez lire à la suite à cette introduction, la Fédération Verre et Céramique était dans motrice dans l'organisation de ce projet d'assises dès le début.

Nous avons notamment participé à de nombreuses réunions sur l'organisation de cet évènement, dans la construction de l'atelier n°3 et la participation au débat de l'atelier n°4.

Atelier 3 : Comment la formation et les qualifications (BC, VAE et CQP...) peuvent-elles être un levier de sécurisation des parcours professionnels et de reconnaissance des salarié·e·s ?

Atelier 4 : Comment les élu·e·s CGT des CSE et des syndicats peuvent se saisir de la politique de formation comme levier syndical ?

Il est temps de replacer la formation professionnelle continue au cœur de nos revendications qui doivent être portée par tou·te·s.

1/AT4 comment intervenir dans les CSE des entreprises par le biais du plan de

développement des compétences et l'importance des consultations obligatoires sur la stratégie, la politique sociale et la situation économique de l'entreprise qui permettent de soulever les besoins en formations professionnelles.

2/AT3 : L'importance dans les entreprises de bien informer les salarié·e·s sur tous les sujets de la formation professionnelle, afin qu'elle et il soit acteur et actrice tout au long de sa carrière de sa formation par tous les moyens.

Rappel de la loi sur l'entretien professionnel, sur le bilan de compétence, la VAE et les certifications CQP et CQPI dans nos branches.

Tous ces sujets ont été débattus aux assises de la formation professionnelle.

Nous voudrions en premier lieu, remercier l'ensemble des experts, des camarades et des assistantes pour le travail de préparation de ces assises. Force est de constater que la participation n'est pas à la hauteur de l'énergie qui a été déployée. Période de luttes difficiles, prise en compte insuffisante des syndicats,

nous devons analyser ça dans les Fédérations et à la Confédération.

Quoi qu'il en soit, la formation professionnelle continue, est et devra rester un enjeu fondamental pour le monde du travail et toute la CGT.

Pour la CGT, se réaliser en tant que citoyen·ne, s'insérer durablement dans un emploi ou appréhender la diversité des situations de travail implique de pouvoir bénéficier d'un droit à l'éducation permanente. La formation professionnelle en est un élément majeur, particulièrement au regard des mutations socio-économiques et industrielles actuelles et à venir.

Les bouleversements climatiques, par exemple, vont nous amener à modifier en profondeur nos modes de production, afin de les rendre plus propres et plus respectueux des femmes et des hommes qui habitent la planète et qui y travaillent. La formation peut y contribuer largement.

La loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 a bouleversé profondément notre système de formation

professionnelle. Elle a remis en cause les équilibres qui avaient été construits puis préservés pendant des décennies entre les exigences économiques et les aspirations à faire de la formation professionnelle un outil de progrès social et d'émancipation personnelle pour les salarié·e·s...

Les dernières réformes, notamment celle conduite en 2018, ont malmené la formation professionnelle en conjuguant une baisse massive de l'obligation de financement de la formation par les entreprises et la responsabilisation individuelle toujours plus importante des salarié·e·s dans l'entretien de leur qualification et le maintien dans leur emploi.

Pour la CGT, c'est le moment de mettre les salarié·e·s au cœur de véritables politiques de développement des qualifications qui comprennent :

Des initiatives salariales :

- C'est le moment de libérer et de créer des dispositifs de formation. À leur initiative, les travailleuses et travailleurs qui le souhaitent doivent pouvoir acquérir des qualifications supplémentaires et ainsi s'émanciper.

- C'est le moment de faire confiance aux salarié·e·s et à leur sens du travail en multipliant les dispositifs de formation promotionnelle libérés du lien de subordination.

L'internalisation de l'action de formation :

- C'est le moment de construire collectivement un véritable système de formation interne qui améliore les conditions de travail, favorise l'émancipation, le sens et l'épanouissement des travailleuses et travailleurs de l'industrie ?

- C'est le moment d'imposer un système de formation qui garantisse des droits sociaux forts, des parcours professionnels et promotionnels pour l'ensemble des filières industrielles, seules celles-ci peuvent permettre de redonner du sens au travail ?

- C'est le moment de remettre le paritarisme au cœur de nos revendications pour nous permettre d'exercer le contrôle social nécessaire qui nous incombe ?

- C'est le moment d'imposer des garanties sociales fortes pour l'ensemble des branches de l'industrie, seules celles-ci peuvent permettre de répondre efficacement aux exigences de la période.

- C'est le moment de recréer des écoles des métiers de l'industrie qui soient à la hauteur des enjeux actuels et à venir, en dispensant des formations de qualité.

La gestion des emplois, la formation professionnelle continue et promotionnelle, doivent redevenir une véritable priorité des politiques de nos entreprises et celles de tous les syndicats de la CGT.

Il apparaît clairement que le

système actuel de formation professionnelle continue, tel qu'il a évolué au cours de ces dernières décennies, est devenu plus injuste socialement et inefficace économiquement

Sa nécessaire refonte doit s'inscrire dans la perspective d'un saut qualitatif, remettant l'humain au cœur des enjeux en se posant de bonnes questions.

- Quelles conceptions de la FPC au sein de la CGT : de la visée utilitaire à la visée émancipatrice ?

- Quels liens entre la formation initiale, la formation professionnelle continue et les Orientations des politiques industrielles ?

- Comment la formation et les qualifications (BC, VAE et CQP...) peuvent-elles être un levier de sécurisation des parcours professionnels et de reconnaissance des salarié·e·s ?

- Comment les élus CGT des CSE et les syndicats peuvent se saisir de la politique de formation comme un levier syndical ?

Les assises interfédérales de l'éducation permanente et de la formation professionnelle organisée sur ces deux jours doivent nous permettre de connaître l'histoire et d'appréhender l'avenir pour s'émanciper, rester debout et libre...



FORMATION PROFESSIONNELLE

Les participant·e·s aux assises ont commencé à construire un ensemble de revendications sur les axes de réflexions suivants :

- Quelles conceptions de la FPC au sein de la CGT : de la visée utilitaire à la visée émancipatrice ?
- Quels liens entre la Formation initiale, la Formation Professionnelle continue et les orientations des Politiques Industrielles ?
- Comment la formation et les qualifications peuvent-elles être un levier de sécurisation des parcours professionnels et de reconnaissance et des salarié·e·s ?
- Comment les élu·e·s CGT des CSE et les syndicats peuvent se saisir de la politique de formation comme un levier syndical ?

Les assises préconisent de travailler sur la levée des freins psychologiques d'accès à la formation, dont certains issus des expériences personnelles pendant la formation initiale, afin de trouver les ressorts qui vont « donner envie » d'aller en formation.

Elles proposent de construire une revendication ayant pour objectif de sécuriser la découverte de l'activité de métiers choisi par les travailleurs : il s'agirait d'une séquence d'immersions et sur des temps plus ou moins longs, pendant laquelle le travailleur se forgeait une idée de son avenir

professionnel. Ces périodes d'immersion, potentiellement dans plusieurs entreprises, se concluraient à un parcours de formation. Cette proposition s'inscrit dans l'idée d'une démarche d'orientation tout au long de la vie.

Face à l'adéquationisme, formation-emploi, sous-jacent des dernières évolutions législatives, la capacité d'adaptation des travailleurs aux évolutions des métiers et des emplois va s'imposer. En effet, les transitions sociales majeures (écologique, énergétique et numérique) vont nécessiter cette adaptation que la formation professionnelle réduite à l'apprentissage du geste par rationalisation économique et adéquationnisme ne pourra satisfaire. Cette nécessité d'un comportement adaptatif face à l'emploi inscrit la formation professionnelle dans une démarche émancipatrice.

Les assises recommandent de définir ou d'arrêter un socle commun de formation initiale et continue. Les fédérations et la CGT dans son ensemble doivent s'organiser et accompagner les travailleurs à leur émancipation. Elles doivent s'organiser pour mettre à disposition de la CGT les outils existants et ceux à venir, l'organisation de référents formation au sein des UD / FD est nécessaire. La CGT doit revendiquer un pôle public de la formation au service de la formation initiale et continue.

La FPC est un sujet de société

qui doit retrouver sa place au niveau confédéral, la CGT se doit de faire des contre-propositions à celles des employeurs et du gouvernement. L'ouverture de nouvelles écoles des métiers est en débat et ne doit pas exclure l'éducation nationale.

Il faut rappeler qu'un diplôme ou un titre professionnel apportent une protection des travailleurs et une certification professionnelle. Les certifications de qualification professionnelle doivent être vue comme des spécialisations à un diplôme ou un titre et doivent impérativement être reconnues dans les classifications de branche.

La tendance à l'adéquationisme régional des formations diplômantes est une mauvaise solution pour les employeurs et pour les futurs salarié·e·s, les abandons déjà importants en cours de cursus vont augmenter et les employeurs trouveront des salarié·e·s démotivés cherchant à fuir le secteur d'activité qui leur auront été imposé.

L'orientation professionnelle ou la construction d'un parcours professionnel nécessite du temps qui doit être intégré à l'activité salarié donc rémunéré comme tel. Il doit être accompagné et construit au préalable des entretiens de professionnalisation et ces derniers doivent impérativement être décorrés des entretiens d'évaluation.

La VAE doit être un levier de

la reconnaissance des compétences acquises dans l'action syndicale des militants ou bien des élu·e·s. Ce diplôme doit être reconnu nationalement.

Nos assises se terminent. Deux jours intenses en débat, en espérances, en recherche d'identité CGT.

Nous avons confronté nos points de vue. Et nous avons échafaudé des stratégies pour combattre les politiques patronales régressives pour les salarié·e·s.

C'est donc le moment d'investir le champ de la formation professionnelle continue. Les enjeux sont forts pour l'accès au travail et pour toute la CGT.

Ces assises sont une étape, pour les Fédérations et la Confédération, pour les salarié·e·s et leur syndicat, c'est les prémisses d'une prise en main des politiques, de la démocratisation de l'accès à la formation professionnelle.

Cette reprise en main est nécessaire, sur le constat évident des régressions successives du droit à la formation et sa réorientation vers une responsabilisation individuelle des choix de formation.

Les difficultés actuelles des employeurs, postes vacants en grand nombre, sens aigu du travail que développe les salarié·e·s, les poussent à revoir l'attractivité de leurs activités et des métiers associés.

Nous avons un boulevard pour reconquérir et conquérir nos droits collectifs d'une formation professionnelle, citoyenne et émancipatrice.

Cette reprise en main a trouvé une opérationnalité dans les propositions revendicatrices issues des ateliers de nos assises dont les grands axes peuvent se synthétiser à :

- Retrouver le débat entre les organisations de la CGT, c'est grâce à la diversité que nos revendications se construiront et trouveront une réalité de terrain.

- Se réinterroger sur le lien entre la formation initiale et continue.

- Faire des contre-propositions à l'adéquationnisme irrationnel, réinvestir les écoles jusqu'aux universités.

Victor Hugo avait pour habitude de dire que « rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue ».

Alors disons-le : C'EST LE MOMENT !





INFO

Plan social chez Verallia : treize salariés devant les prud'hommes

Article

WEBINAIRE AMENAGEMENT FIN DE CARRIERE

> Lire l'article

À LA UNE

En direct de l'inforama

Rendez-vous
dès maintenant !

www.verreceram-cgt.fr

Notre site fait peau neuve !

